

Le PIB, cette boussole indispensable

Le produit intérieur brut (PIB) mesure la performance économique à l'échelle nationale. Cet indicateur demeure indispensable à l'ère numérique. *Eric Scheidegger*

Abrégé Le concept de comptabilité nationale (CN) fait régulièrement l'objet de critiques. Certaines réserves portent sur la méthodologie, tandis que d'autres sont à mettre sur le compte de fausses attentes à l'égard du PIB, un indicateur macroéconomique majeur. Les bases méthodologiques employées pour mesurer la valeur ajoutée de l'économie ont, de tout temps, dû s'adapter à l'évolution technologique et aux nouvelles connaissances. Jusqu'ici, les organes compétents ont bien réussi dans cet exercice. Le PIB est, de fait, irremplaçable pour rendre compte des performances de l'économie nationale. Si on le remet en cause en tant qu'indicateur de prospérité, ce n'est pas une raison pour l'abandonner. Cette boussole politico-économique est internationalement reconnue. En outre, l'appréciation politique de l'évolution économique se fonde aujourd'hui systématiquement sur des indicateurs complémentaires.

Le produit intérieur brut (PIB) n'est pas considéré unanimement comme l'indicateur macroéconomique central. Aux yeux de certains, il constitue, tout comme le système de comptabilité nationale (CN), une base indispensable pour mesurer la performance économique. Pour d'autres, il est le symbole de problèmes mondiaux, comme la pauvreté, la pollution et les conflits liés à la répartition de la richesse. Cela fait des décennies que l'on annonce la fin du PIB en tant qu'indicateur principal de l'évolution économique. C'est d'ailleurs peut-être cette critique constante qui lui confère sa crédibilité sans précédent.

L'origine méthodologique du produit national brut, le prédécesseur du PIB, remonte aux années trente. Il a visiblement fallu attendre la période de la Grande Dépression pour voir aboutir les travaux de fond relatifs au recensement systématique des données de base macroéconomiques. Après des années de crise, les gouvernements du Royaume-Uni et des États-Unis voulaient comprendre l'évolution du revenu national durant cette période extrêmement difficile¹.

Pas d'autre solution en vue

Le PIB n'a pas été conçu pour mesurer la qualité de vie, mais pour comptabiliser toutes les acti-

vités économiques. Il n'est dès lors pas étonnant que, même après les récentes révisions exhaustives du concept de CN, rien n'ait pu remplacer le PIB en tant qu'indicateur de l'évolution économique nationale.

Cela dit, aucune analyse sérieuse de l'évolution économique ne se base uniquement sur l'évolution du PIB et de ses composantes. D'autres indicateurs viennent compléter l'aperçu qu'il fournit : l'indice du climat de consommation, les enquêtes menées auprès des entreprises concernant l'évolution des commandes ou des investissements, l'évolution de l'emploi ou du chômage, etc. De plus, chaque pays industrialisé dispose d'outils complémentaires pour mesurer le développement durable et la qualité de vie.

La CN semble subir aujourd'hui une pression nouvelle pour justifier son existence. On se demande, à juste titre, comment les services basés sur internet, que nous consommons semble-t-il gratuitement, sont dûment pris en considération dans la création de valeur mesurée. De nouveaux modèles d'affaires – comme ceux des Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon) – semblent bouleverser complètement la CN par l'emploi de nouvelles technologies, la réalisation d'importantes économies d'échelle et l'exploitation rigoureuse d'effets de réseaux. Toutefois, les prestations gratuites n'entraînent pas nécessairement une sous-estimation systématique de la valeur ajoutée, mesurée en unités monétaires. De fait, la plupart de ces nouvelles prestations sont également rémunérées, directement ou indirectement, par exemple au moyen de recettes publicitaires.

Ce débat très actuel montre que les progrès technologiques sont un défi constant pour les bases statistiques. Ce type de nouveauté technique a déjà dû être pris en considération par le passé. À titre d'exemple, l'apparition des ordinateurs personnels dans les années quatre-vingts

¹ Pour les débuts de la mesure du PIB, voir l'article de Ronald In-dergand et de Philippe Küttel, p.13.



a déclenché un long débat : comment fallait-il les recenser à leur valeur réelle – soit en tenant compte de l'augmentation de la qualité –, étant donné que leur production était toujours meilleur marché et qu'ils gagnaient sans cesse en performance ? Par la suite, les discussions ont dévié sur le recensement approprié de la production de logiciels et de la recherche-développement. Il y a quelques années encore, ces activités étaient considérées comme des prestations « immatérielles » et n'étaient donc pas inscrites dans la CN en tant qu'investissements.

Les directives politiques en matière de croissance sont risquées

Une autre idée fausse concernant le but de la CN veut que la croissance du PIB fasse partie des objectifs prioritaires du politique. En Suisse, il n'existe pas d'objectif politique de croissance. Les prévisions trimestrielles établies par la Confédération, la Banque nationale suisse (BNS) et les instituts privés fournissent aux décideurs privés et publics des estimations sur l'évolution possible de l'activité économique dans les trimestres à venir. À court terme, elles constituent en quelque sorte une variable « exogène », mais n'ont rien d'une promesse politique quant à l'évolution de la prospérité économique des citoyens.

La situation en Suisse vaut la peine d'être soulignée, puisque dans d'autres pays, l'avenir économique fait partie de l'arsenal électoraliste. À l'étranger, tant les partis au pouvoir que l'opposition sont souvent tentés de promettre aux électeurs un avenir économique florissant. Au début du nouveau millénaire, le Conseil européen, l'organe réunissant les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'UE, a inscrit comme objectif explicite dans l'Agenda de Lisbonne 2010 une croissance annuelle réelle de 3 % sur dix ans. La crise de l'euro a fait voler ce rêve en éclats. Depuis, les organes de l'UE manient ce genre de promesses avec davantage de prudence.

Bien entendu, la croissance économique à long terme – et donc le PIB, avec son corollaire le PIB par habitant, qui est l'indicateur de croissance internationalement reconnu – est aussi une boussole importante pour la politique économique suisse. À long terme, la croissance économique ne signifie pas seulement que les ménages peuvent acheter plus de voitures et des téléviseurs de meilleure qualité ou qu'ils peuvent partir plus souvent en vacances. La croissance induite par l'innovation permet d'améliorer les prestations de santé et l'alimentation, d'allonger la durée de vie, d'augmenter le temps libre, d'améliorer la prévoyance vieillesse et bien d'autres choses encore. Ces avantages devraient intéresser toutes les personnes vivant en Suisse sans exception, raison pour laquelle l'accroissement de la prospérité doit rester un objectif de la politique économique. Il va sans dire que celui-ci doit se faire dans le respect d'autres objectifs, comme la protection de l'environnement et la redistribution des richesses. Concilier différents objectifs et d'éventuels conflits entre eux est une constante du politique. Il ne doit pas en être autrement à l'avenir.



Eric Scheidegger

Chef de la Direction de la politique économique et directeur suppléant, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

Bibliographie

- Coyle Diane, *GDP – A Brief but Affectionate History*, Princeton, 2014.
 Haskel Jonathan et Westlake Stian, *Capitalism without Capital – The Rise of the Intangible Economy*, Princeton, 2018, Princeton University Press.
 Sachverständigenrat, Conseil d'analyse économique, *Wirtschaftsleistung, Lebensqualität und Nachhaltigkeit: Ein umfassendes Indikatorensystem*, Wiesbaden, Paris, 2010.
 Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, *Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress*, 2009.